



IAC - CIAF

Genève, le 6 février 2012 - N°358

Neuvième Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines

Renforcer les cadres législatifs et la prévention pour mettre fin aux MGF

En cette neuvième *Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines (MGF)*, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Union interparlementaire (UIP) le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants et l'Office des droits humains du Canton de Genève appellent à l'adoption de normes législatives basées sur les droits de l'homme pour mettre fin aux MGF.

Le 30 septembre 2011, l'Assemblée fédérale de la Confédération suisse a modifié le Code pénal suisse pour interdire expressément les MGF. Ce faisant, la Suisse a rejoint un certain nombre d'autres pays de destination - Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni et Suède - qui ont eux aussi modifié leur cadre législatif pour remédier au problème des MGF.

En Suisse, les auteurs de MGF encourront à l'avenir des peines pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison. La loi s'appliquera à toutes les mutilations, où qu'elles soient commises et quelles que soient la nationalité de l'auteur et celle de la victime, du moment que l'auteur se trouve sur le territoire suisse. Le fait que l'excision ne soient pas réprimée par le droit pénal dans le pays où elle aura été commise ne sera pas recevable devant les tribunaux suisses.

Ce texte constitue un grand pas en avant pour la protection des femmes et des filles, de communautés migrantes pratiquant les MGF, qui vivent en Suisse. Mais il reste encore beaucoup à faire pour régler le problème des MGF dans le contexte migratoire. Du fait des migrations, la pratique autrefois lointaine des MGF est devenue une réalité dans la plupart des pays développés accueillant des migrants venant de pays où ces pratiques ont cours. D'après la résolution de 2009 du Parlement européen intitulée « *Lutte contre les mutilations génitales féminines pratiquées dans l'Union Européenne* », environ 500 000 femmes excisées vivraient en Europe et chaque année, se sont près de 180 000 migrantes (femmes et filles) qui subiraient ou risqueraient de subir des MGF.

« Les croyances des populations soutenant les mutilations génitales féminines ne se modifient pas du simple fait de leur migration. Parfois, l'adhésion à ces pratiques est maintenue, bien après les migrations, et c'est la raison pour laquelle les pays de destination doivent prendre le problème à bras le corps de façon à faire disparaître les MGF en une génération, conformément aux engagements internationaux que nous avons pris », a dit le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, l'Ambassadeur William Swing.

Les pays d'accueil ont, entre autres moyens efficaces, la possibilité de se doter d'un cadre législatif complet fondé sur les droits de l'homme. Dans le cadre de son travail sur les droits de l'enfant et contre les violences faites aux femmes, l'Union interparlementaire appelle depuis plusieurs années les parlements à voter des lois sur les MGF et à veiller à leur application. « L'adoption de nouvelles lois est un premier pas important, mais il faut aussi en encourager l'application », a déclaré le Président de l'UIP, M. Abdelwahad Radi.

Les quatre partenaires rappellent que pour que les réformes législatives contribuent effectivement et durablement à l'abandon des MGF, elles doivent être introduites de façon à modifier la manière dont ces pratiques sont perçues, en permettant aux groupes concernés d'appliquer la loi, parce qu'ils auront collectivement décidé de mieux respecter la santé et les droits fondamentaux de leurs femmes et de leurs filles.

L'un des moyens opérants pour ce faire est d'inviter les communautés pratiquant les MGF au dialogue et de leur proposer des programmes d'éducation aux droits de l'homme. « Au final, ce qui importe c'est de créer

un changement social profond et durable, qui vienne de l'intérieur des communautés », estime la Directrice de l'Office des droits humains du Canton de Genève, Fabienne Bugnon. Dans le Canton de Genève, l'Office des droits humains et l'OIM ont organisé des campagnes de sensibilisation non stigmatisantes auprès des communautés érythréenne, éthiopienne, somalienne et soudanaise. De son côté, l'UIP bat le rappel auprès des parlements et de leurs membres, comme elle l'a fait dernièrement au Mali, pour encourager le recours aux consultations publiques avant l'adoption d'une nouvelle loi, afin de recueillir l'adhésion de la population.

Les pays d'Afrique et les ONG, telles que le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, qui prône l'abolition des MGF depuis 1984, participent eux aussi aux initiatives internationales destinées à promouvoir l'adoption de textes législatifs contre les MGF.

« En juillet 2011, les chefs d'Etat africains réunis à Malabo (Guinée équatoriale), lors du 17^{ème} Sommet de l'Union africaine, ont décidé de défendre un projet de résolution internationale sur les MGF qui sera présenté à la 66^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce texte appelle, entre autre, à renforcer les instruments juridiques régionaux et internationaux, de même que la législation nationale, pour combattre les MGF », a expliqué le Directeur du CIAF, Dr. Morissanda Kouyaté.

Sachant qu'entre 100 et 140 millions de femmes et de filles dans le monde portent les séquelles des MGF, il est plus urgent que jamais que tous les pays - y compris les pays accueillant des communautés migrantes pratiquantes - réaffirment leur volonté de mettre fin à ces pratiques et s'unissent dans ce but.

Personnes à contacter :

- **A l'OIM** : M. Jean-Philippe Chauzy, +41.22.717.93.61, pchauzy@iom.int
Mme Sylvia Lopez-Ekra, + 41 22 717 94 78, sekra@iom.int
- **A l'UIP** : Mme Brigitte Fillion, +41 22 919 41 20 bf@mail.ipu.org
- **Au CIAF** : Mme Adebisi Adebayo, +41 22 731 24 20, adebisi.adebayo@iprolink.ch
- **A l'ODH- DSPE** : Mme Fabienne Bugnon, +41 22 327 92 71, fabienne.bugnon@etat.ge.ch

Les partenaires

- **L'OIM** : Organisation intergouvernementale créée en 1951, l'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. L'OIM compte actuellement 146 Membres et 98 observateurs. En 2010, elle employait près de 7 300 personnes, qui ont travaillé sur plus de 2 900 projets. www.iom.int

- **L'UIP** : Fondée en 1889 et basée à Genève, l'UIP, doyenne des organisations politiques internationales, compte 159 parlements nationaux affiliés et neuf assemblées parlementaires régionales comme membres associés. L'organisation mondiale des parlements dispose d'un Bureau à New York en tant qu'Observateur permanent auprès de l'ONU. www.ipu.org

- **L'ODH - DSPE** : L'Office des droits humains (ODH) est rattaché au Département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE) du Canton de Genève. Il est chargé de contribuer au développement d'une politique active en faveur des droits humains. Son champ d'action concerne l'intégration des étrangères et des étrangers, la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, la prévention de la violence domestique et la solidarité internationale. <http://www.ge.ch/dspe/droits-humains>

- **Le CIAF** : Le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (CIAF) est une organisation internationale non gouvernementale à but non lucratif. Fondé en 1984 à Dakar (Sénégal), le CIAF a été le premier réseau africain à prendre à bras le corps la question des MGF, aux niveaux local, régional et international. Le CIAF œuvre à promouvoir les droits fondamentaux des femmes et des enfants, par le biais de ses comités nationaux dans 28 pays africains. Il est aussi présent dans 16 pays non africains. Le CIAF a son siège dans les locaux de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba (Ethiopie). Il dispose d'un bureau de liaison à Genève (Suisse). <http://www.iac-ciaf.com>